

PANORAMA ECONOMIQUE ET FINANCIER 2020

Environnement économique et financier

En 2020, la pandémie de Coronavirus a poussé la plupart des gouvernements, notamment de la zone euro, à prendre des mesures de confinement par vagues et à imposer des mesures sanitaires strictes créant un choc d'offre inédit et brutal (diminution de la quantité de travail et télétravail) et de demande. Enfin, le Brexit sans accord, autre incertitude de 2020 après l'élection présidentielle américaine, n'a pas eu lieu, grâce à un compromis incomplet de dernière minute. Les cours du pétrole, quant à eux, ont chuté du fait de la contraction de l'activité (prix négatifs en avril 2020) pour remonter lentement en faveur des espoirs liés à la vaccination.

Cette crise sanitaire a provoqué la chute de l'économie réelle, de part et d'autre de l'Atlantique, avec une profonde contraction dans le secteur des services.

La riposte des autorités politiques et banquiers centraux a été massive et coordonnée, pour préserver la viabilité du tissu économique et social, comme le démontrent, notamment, les plans européens de 750 milliards d'euros et français de 100 milliards d'euros. Les banques centrales sont devenues des acheteurs en dernier ressort des dettes publiques et privées émises, la conservation durable dans leur bilan revenant à une monétisation implicite de ces nouvelles dettes COVID-19. Les politiques monétaires et budgétaires se sont ancrées durablement dans un accompagnement ultra accommodant au détriment assumé de l'orthodoxie qui les caractérisait.

En France, le PIB a chuté d'environ 9 % en 2020 - contraction plus sévère qu'en Allemagne- malgré les puissants soutiens budgétaires publics : Prêt Garantis par l'Etat (PGE) pour accompagner les entreprises affectées ou mises à l'arrêt par les mesures sanitaires et mesures massives de chômage partiel. Certains secteurs ont été particulièrement affectés par la crise : transports, aéronautique, tourisme, hôtellerie, restauration, événementiel ou secteur culturel notamment.

La contraction sans précédent de la consommation et la préservation du pouvoir d'achat, permise par les mesures gouvernementales, ont causé une hausse massive du taux d'épargne (forcée, puis de précaution) et, partant, des placements financiers des ménages.

Enfin, la plus grande partie des pertes de revenus liées à la crise a été prise en charge par le compte des administrations publiques, la dette publique se dirigeant vers 120 % du PIB.

La Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté en 2020

Dans un contexte de crise sanitaire liée à la COVID-19, la BPBFC a résolument continué d'exercer ses missions d'intermédiation et de financement de l'économie du territoire et a massivement accompagné ses clients. Cela s'est traduit par :

- Le financement de 3,7 milliards de projets (hors PGE) et la collecte de près de 2 milliards de ressources ;
- L'octroi de près de 830 millions de PGE, soit 1/4 des PGE de la place.

Ce dynamisme commercial, qui souffre toujours d'un environnement de taux bas voire négatifs, se traduit par une légère progression du Produit Net Bancaire (PNB) qui s'établit à 381,42 millions d'euros en 2020 (en hausse de 1,08 % par rapport à 2019) pour un Résultat Net en retrait de 11,52 % atteignant 72,11 millions d'euros. En effet, malgré un PNB de bonne facture et des frais généraux maîtrisés, la BPBFC a dû enregistrer les effets de la crise sanitaire en Coût du Risque (62,7 millions d'euros en hausse de 82,8 %).

En termes de développement et d'innovation, la Banque a maintenu le rythme de transformation de son réseau de distribution engagé depuis près de 5 ans et a maintenu ses agences ouvertes durant les confinements. Nos clients ont continué de bénéficier de nouvelles offres produits (offre CRISTAL, offre IARD notamment).

En outre, l'année écoulée a connu une accélération des changements des usages clients, les contraintes imposées par la crise sanitaire devenant des sources d'opportunités pour intensifier la relation, la contractualisation à distance et le déploiement de technologies adaptées.